

donné que le rapport demandé par le ministre, sur l'Office national du film, ne mentionnait qu'en passant la question des redevances exigées pour les usagers des films, le ministre va-t-il entreprendre une étude plus approfondie de la question, une étude satisfaisante pour les intéressés?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, comme je l'ai dit aux députés, à tous ceux qui m'ont interrogé, et comme je l'ai répété dans la correspondance que je leur ai adressée, je considère qu'il y a là un problème, et, pour ma part, je ne perds jamais espoir de régler un problème, quand j'estime qu'il en existe un; je consacre mon temps à chercher des solutions. Je crois que c'est bien là le rôle d'un ministre. C'est également la seule réponse que je puis donner à la dernière question qu'on vient de me poser.

L'AGRICULTURE

LES PROGRAMMES D'AIDE AUX FERMIERS DES PRAIRIES

[Traduction]

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Sa déclaration reconnaît les difficultés économiques de l'Ouest du Canada, et le gouvernement être au courant de la situation depuis quelque temps. A ce propos, le premier ministre peut-il nous donner un aperçu général de quelques-uns des programmes auxquels songe le gouvernement pour régler cette situation?

M. l'Orateur: Je signale au député que les renseignements qu'il désire doivent normalement être fournis à la Chambre au moyen d'une déclaration à l'appel des motions.

M. Gleave: Une question supplémentaire. Puis-je demander au premier ministre s'il vise toujours le même objectif, c'est-à-dire la vente, étalée sur trois ans, de 1.3 milliard de boisseaux de blé?

M. l'Orateur: Le député d'Halifax-East Hants.

LES TRANSPORTS

LA RÉORGANISATION DU MINISTÈRE ET LES FINANCES MUNICIPALES

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances ma question précédente qui est essentielle pour les municipalités. Les subventions qui tiennent lieu d'impôts seront-

[M. Burton.]

elles réduites pour toutes les municipalités à la suite de la réorganisation du ministère des Transports?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je ne crois pas, monsieur l'Orateur, mais je ferait mieux d'examiner le point que soulève mon honorable collègue. Après quoi, je pourrai lui en parler.

L'AGRICULTURE

LA CESSATION DES PRIMES POUR LES PORCS DE BONNE QUALITÉ

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question découlant de la réponse donnée récemment à une question du *Feuilleton* au sujet de la cessation des primes du gouvernement pour les porcs de bonne qualité. Le ministre peut-il indiquer à la Chambre la date d'entrée en vigueur du programme ou celle d'une déclaration officielle à ce sujet?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne puis aujourd'hui fournir de date précise.

M. Mazankowski: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme cette mesure représente une épargne considérable pour le ministère de l'Agriculture, le ministre peut-il nous dire si le montant sera réaffecté ailleurs au sein du ministère? Pourrait-il nous dire également s'il servira à promouvoir la retraite anticipée des agriculteurs?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, le député a maintenant le Livre bleu qui contient les crédits de l'année financière qui vient. Il peut tout aussi bien lire ce que je pourrais lui citer.

LES FINANCES

LE RÉGIME D'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX ET LES PROVINCES Y AYANT ADHÉRÉ

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre des Finances, car elle a trait à la conférence fédérale-provinciale. Comme la Colombie-Britannique et la Saskatchewan étaient les deux seules provinces à adhérer au régime d'assurance frais médicaux le 1^{er} juillet 1968, le ministre reconsidérerait-il la réponse qu'il a donnée hier aux autres provinces qui n'ont pas souscrit au régime ce jour-là et songerait-il à leur rembourser, au prorata, les montants qu'il a perçus au moyen de l'impôt de progrès social?